

Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Isabelle MARSALA, Séverine SCUDIER, Patrick VIGNAL

Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un prêt NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM et les conduisant à appliquer la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) (baisse des APL, augmentation du taux de TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « Elan »).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Ainsi, la Ville de Montpellier réitère sa garantie pour le remboursement du prêt réaménagé, initialement contracté par la société NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL auprès de la Caisse des dépôts et consignations, et garanti à hauteur de 100%, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous et référencées à l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" :

Montant réaménagé hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement: Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
1 563 734,61 €	100%	20 ans : 10 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la réitération de la garantie d'emprunt à hauteur de 100% de l'emprunt réaménagé par la Société NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, sous réserve de signature de la convention ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juillet 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type
- Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190718-93308-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/07/19
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.